



Appel à mobilisation le 14 juin à 18h devant la préfecture pour exiger la régularisation de Nadia

Dans le cadre des lois scélérates concernant les étrangers mises en place par le gouvernement SARKOZY et toujours d'actualité malgré le changement de gouvernement, la notion de « mariage gris » permet à un ressortissant français marié à un ou une étrangère de mettre en doute les intentions matrimoniales de celui-ci ou de celle-ci et de le ou la dénoncer pour « escroquerie » aux sentiments en vue d'obtenir des papiers. Cette notion est en fait un redoutable instrument pour faire pression dans un conflit conjugal. Dans cette situation, ce sont souvent les femmes immigrées qui en sont les premières victimes.

Nadia est l'une d'entre elle. Mariée depuis 2009 et vivant en France depuis 2010, elle a dû fuir le domicile familial pour violences répétées de la part de son mari. La riposte de ce dernier ne s'est pas fait attendre. Fort bien conseillé et à grand renfort de publicité avec un article mensonger d'une demi-page consacré à son affaire dans l'Indépendant, il essaie de faire pression sur Nadia en prenant appui sur cette notion de « mariage gris » et se pose en victime d'une escroquerie aux sentiments.

Sur la base de ces déclarations, la Préfecture, sans tenir aucun compte de la situation de détresse dans laquelle Nadia se trouve et mettant en doute ses déclarations sur la violence dont elle a été victime, a décidé de lui retirer son titre de séjour, son permis de travail et de l'expulser puisque les conjoint(e)s immigré(e)s de citoyens français n'ont droit à une carte de séjour que si ils ou elles restent plus de trois ans au domicile conjugal.

Nadia est menacée d'expulsion le 14 juin. Nous exigeons que lui soit reconnue sa situation de victime de violences conjugales et qu'elle obtienne la carte de séjour à laquelle elle a droit ! Nous exigeons l'abolition de toutes ces lois scélérates visant les immigré(e)s et un statut pour les femmes immigrées indépendant de leur statut de femmes mariées.

Collectif Droits des Femmes 66 : APEX, Assemblée des Femmes, ASTI, ATTAC, FERC-CGT, Femmes Solidaires, FSU, EELes Verts, LDH, MRAP, NPA, PCF, PS, Solidaires.